

# Macron relance comme au poker

---

liberation.fr/chroniques/2020/09/07/macron-relance-comme-au-poker\_1798808

7 septembre 2020

Par Bruno Amable, professeur à l'université de Genève — 7 septembre 2020 à 17:46

## **Le plan de relance, inspiré par une «politique de l'offre» qui consiste à accéder aux demandes du Medef, dessine des priorités qui ressemblent furieusement à celles du monde d'avant.**

---

Prendre les déclarations d'Emmanuel Macron pour argent comptant n'est certes pas recommandé, mais lorsqu'il introduit le plan de relance présenté la semaine dernière en écrivant que l'essentiel n'est pas l'importance des moyens mobilisés mais la philosophie de transformation qui sous-tend l'initiative, il faut le prendre au sérieux. L'objectif du plan de relance, qui est en principe à horizon de deux ans mais qui prévoit des investissements qui vont s'étaler sur une période plus longue, est de donner un nouveau souffle au quinquennat et de conforter la transformation néolibérale du modèle socio-économique français qui est le grand projet de cette présidence. Macron profite de la crise du Covid-19 pour «*transformer le risque en chance, la crise en opportunité*» comme il l'écrit lui-même.

Dans un monde idéal, avec un autre exécutif, on aurait pu imaginer un plan de transformation des structures économiques de long terme visant à faire face aux défis écologique et sanitaire, des projets ambitieux de développement industriel et technologique, un effort massif en direction de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que de la santé. Dans la réalité, il y a très peu de tout ça.

Le plan est quasi intégralement inspiré par la soi-disant «politique de l'offre» ou plutôt par ce que Christian Salmon avait fort justement qualifié de «*politique de l'offrande*», qui consiste à accéder à presque toutes les demandes du patronat. Ce dernier, au moins, n'est pas ingrat, comme en témoignent les premières réactions de ses représentants : «*C'est ce qu'on avait demandé globalement*», a déclaré le président du Medef.

Les mesures annoncées ne prévoient rien pour soutenir la consommation des ménages en dehors de la prolongation des mesures d'activité partielle, qui ne bénéficient qu'à ceux qui n'ont pas perdu leur emploi. Le gouvernement table sur la liquidation de «l'épargne forcée» que la crise sanitaire a produite. Bien sûr, soutenir l'investissement n'est pas une mauvaise chose, surtout dans la conjoncture actuelle. Mais d'une part la répartition des aides apparaît fortement biaisée. Il n'y a qu'à voir ce qui est donné à l'automobile et l'aéronautique en comparaison de ce qui est attribué au secteur de la santé (6 milliards d'euros pour le Ségur de la santé). D'autre part, l'octroi de subventions et aides diverses sans contreparties n'est pas une garantie de succès. On peut concevoir que personne n'ait vraiment envie de nationaliser des milliers de PME

mais pourquoi ne pas essayer de reprendre le contrôle de certains grands groupes dans des secteurs stratégiques ? Et qu'on ne ressorte pas la vieille excuse de «l'Etat mauvais actionnaire» ; on attend précisément de l'Etat qu'il se comporte autrement qu'en actionnaire.

Sur quoi l'exécutif compte-t-il pour assurer le succès de son plan ? Sur la bonne volonté des firmes privées. Le ministre Bruno Le Maire l'a affirmé «avec gravité» au journal télévisé de France 2 jeudi dernier. Et si des entreprises «ne jouent pas le jeu», il donnera leur nom aux Français. *Name and shame*, en quelque sorte, cela doit trembler dans les conseils d'administration.

La volonté de transformation s'appuie officiellement sur la nécessité de soutenir des «secteurs d'avenir», ce qui sous-entend qu'il en existe qui sont sans avenir. Cette dernière affirmation est douteuse car plus que les secteurs, ce sont les techniques et les produits qui sont éventuellement dépassés. Les secteurs eux-mêmes peuvent être modernisés sans disparaître. Encore faut-il le pouvoir et le vouloir. On peut avoir des doutes sur la capacité de l'actuel exécutif à distinguer les activités stratégiques ou d'avenir. Rappelons qu'Emmanuel Macron a joué un rôle non encore totalement éclairci dans la cession d'Alstom Energie à General Electric et que l'actuel gouvernement ne se donne pas les moyens pour trouver pour l'entreprise de défense Photonis la «*solution industrielle française*» que Bruno Le Maire réclamait, mais avec insuffisamment de gravité semble-t-il.

Enfin, la principale mesure du plan de relance (20 % du total), c'est la baisse des impôts de production. Cette mesure peut très bien contribuer à la stratégie «*starve the beast*» («affamer la bête») dont l'objectif est de creuser le déficit public pour pouvoir plus tard réduire les dépenses publiques. A une question relative au financement du plan de relance et l'endettement correspondant, Bruno Le Maire a répondu qu'il faudra «*maîtriser les dépenses publiques*» et «*poursuivre les réformes structurelles*». Rien ne devait plus être comme avant, paraît-il.

Cette chronique est assurée en alternance par Anne-Laure Delatte, Ioana Marinescu, Pierre-Yves Geoffard et Bruno Amable.

Bruno Amable professeur à l'université de Genève

»

- 05.09.20

Interview



### **«On ne peut pas espérer tirer parti de ce plan pour la prochaine présidentielle»**

Premier commissaire aux investissements d'avenir mis en place en 2012 dans le prolongement de la crise de 2008, René Ricol juge le plan de relance à 100 milliards du gouvernement. Il estime que le souci du temps long et la constance sont indispensables à son succès.

- 02.09.20

Analyse Abonnés



### **Plan de relance : les impôts de production sucrés, une facture salée**

L'exécutif s'apprête à baisser les prélèvements sur les entreprises de 20 milliards d'euros. Leitmotiv des libéraux et du patronat, la mesure bénéficiera surtout aux grosses sociétés.

- 03.09.20

économie



### **Plan de relance : la précarité reléguée à l'arrière-plan**

La gauche fustige la disparité des moyens alloués aux entreprises, qui vont bénéficier d'une baisse de 20 milliards d'euros d'impôts, et aux précaires, aidés à hauteur de 800 millions d'euros.

- 03.09.20

interview



### **Culture : «Ça ne compensera évidemment pas les pertes»**

La spécialiste de l'économie de la culture Françoise Benhamou salue le «bol d'air» accordé au secteur, mais redoute une affectation inégale des budgets entre Paris et le reste du pays.

- 03.09.20

Interview Abonnés



### **Plan de relance : «Annuler les dettes donnerait une bouffée d'oxygène aux Etats»**

L'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran appelle à ce que la BCE prenne en charge directement les plans de relance des pays européens pour leur permettre de soutenir l'activité et la consommation.

- 07.09.20

Tribune



### **Etudes supérieures : stop aux frais d'inscription toujours plus chers**

Alors que les universités étrangères sont en crise, la France accélère sa mue vers un modèle payant. Ne renonçons pas à un accès gratuit à l'éducation de toutes et tous.

- 04.09.20



- 02.09.20

### Relance



### **En Europe, à chacun ses recettes pour rebondir**

A l'image de la France, ses voisins tentent de relancer leur économie, grâce à des mesures volontaristes dans des pays où la rigueur budgétaire et l'absence d'intervention de l'Etat sont souvent de mise.

- 01.09.20

### économie



### **En Allemagne, c'est déjà la reprise**

Les autorités allemandes assurent que l'économie nationale ne devrait pas connaître de grave crise. Et pourrait renouer avec une croissance de 4,4% en 2021, même si ce redressement dépendra aussi beaucoup des exportations.

- 31.08.20

OPA Abonnés



### **Veolia et Suez bientôt dans le même bateau**

Le poids lourd français de l'eau et des déchets veut racheter son concurrent historique Suez à son actionnaire actuel Engie. Une OPA à 10 milliards d'euros qui donnerait naissance à «un super champion mondial» de l'environnement, argue le patron de Veolia, Antoine Frérot.

Un mot à ajouter ?